

François Sureau: «Nous avons une droite de commissariat de police et une gauche de bureau de censure»
(lefigaro.fr)

François Sureau: «Nous avons une droite de commissariat de police et une gauche de bureau de censure»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié hier à 17:06, mis à jour il y a 1 heure



François Sureau. *Fabien Clairefond*

GRAND ENTRETIEN - Dans son dernier livre, *S'en aller* (Gallimard), l'écrivain et académicien évoque son goût du voyage, de l'aventure et la façon dont la littérature l'accompagne dans son pèlerinage intérieur. L'occasion d'évoquer aussi le rapport à la politique de ce fervent défenseur des libertés, sa passion pour le *Journal officiel* comme révélateur de la névrose administrative française.

LE FIGARO. - Votre vie est traversée par le goût des lettres et celui de l'aventure. Le point commun en est l'évasion. Que fuyez-vous ?

À découvrir

FRANÇOIS SUREAU. - Êtes-vous sûre que le point commun soit l'évasion ? Notre siècle désespéré tend à voir la littérature, en particulier, comme une pharmacopée - lire ou écrire pour guérir je ne sais quelles blessures - ou une lime - lire ou écrire pour scier les barreaux de la cage. J'ai toujours vu différemment les livres et le voyage, la littérature et l'aventure. Plus qu'une simple exploration, de l'âme ou de la société, moins qu'une épiphanie, ou un chemin de Damas. Les personnages dont je parle dans le livre, d'Hugo à Lawrence en passant par Leigh Fermor et bien d'autres « *excentriques* », ont en commun de n'avoir pas été tout à fait là au moment où ils sont partis. Ils voyageaient déjà avant de commencer de le faire, parce que « *la vraie vie est absente* ». Je me reconnais dans ce trait-là. Que cette idée d'absence, de voile posé sur les choses, cette idée d'un monde caché sous l'autre et qu'il nous appartient de connaître, c'est pour moi l'essentiel du surréalisme et qui me fait rester fidèle à Breton et à ses séides. Dans cette mesure, le voyage n'est qu'une manière un peu plus radicale de mettre sa vie concrète en accord avec ce sentiment, de devenir pleinement étranger puisqu'on a ressenti qu'on l'était. *Peregrinator et viator*, dit saint Augustin. Et la littérature peut ensuite décrire les stations de ce pèlerinage-là.

Vous évoquez dans ce livre votre amour de la Légion, institution à la fois anarchiste et conservatrice. Qu'est-ce qui vous plaît chez ces soldats ?

D'abord, que leur existence soit un résumé de notre condition. Certes, ils ont choisi, puisqu'ils se sont engagés. Mais ils sont aussi pris dans des forces qui les dépassent et auxquels ils s'efforcent de faire face avec dignité. Et ces forces, ils en éprouvent - la guerre, le hasard des combats, le risque de la blessure et de la mort - toute la puissance mystérieuse. Comme s'ils avaient plongé dans ce chaudron dont nous ne connaissons que les bords. Ensuite, qu'à la faveur de cette immersion le meilleur prévale le plus souvent sur le pire : le sentiment d'égalité, la fraternité, remettre sa vie entre les mains de gens dont tout ou presque vous sépare, y trouver l'occasion d'un

étonnant amour des hommes. Aussi la liberté, ce qui est paradoxal. Mais les univers les plus contraints permettent davantage la liberté intérieure, la vraie, que les univers où à chaque instant nous devons inventer notre propre chemin. Enfin, et ceci est vrai en particulier de la Légion étrangère, ce « *monastère des incroyants* », l'oubli du passé, la seconde chance, une autre identité, toutes choses précieuses dans un monde à la fois vindicatif et amnésique, qui ne laisse rien passer. Et bien sûr, ces qualités ont leurs revers. Je ne connais pas de vrai soldat qui aime la guerre et les souffrances qui l'accompagnent et qui durent longtemps après que l'action s'est dissipée. Il y a aussi le sentiment de l'absurde. Les engagements auxquels j'ai participé ont tous été des échecs, Yougoslavie, Afghanistan, Mali. Le soldat éprouve parfois, lorsqu'il y pense, le sentiment d'une distance insupportable entre les grands raisonnements géopolitiques et l'action, entre la vie des politiques qui les mettent en mouvement et la leur. On connaît la devise : « *Ce qui fait notre force, c'est qu'on s'en fout* ». Mais ce n'est jamais entièrement vrai.

La vie sociale selon une large part de notre classe politique, c'est la trique ou les ciseaux

François Sureau

On vous qualifie souvent d'homme de droite, mais vous êtes aussi un défenseur vigilant des libertés publiques. Vous n'aimez ni la schlague ni l'assistanat, préférez la Commune à Versailles et la chouannerie à la République. Quelle est votre droite ? L'orléaniste ?

Vous me permettez quand même de sourire à votre début de phrase. Ce « *mais* ». De droite, « *mais vous aimez les libertés* ». Cela en dit long sur la captation de la droite française par la secte sécuritaire, vous ne trouvez pas ? N'est-ce pas la chambre issue des élections de 1936 qui a voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, et un militaire de droite qui a rétabli les libertés ? Qui a donné le droit de vote aux femmes, ce que le Front populaire n'avait pas fait ? Et qui, entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e, a le mieux défendu les libertés, Robespierre ou Chateaubriand ? Mais cette dégradation des mœurs n'est pas limitée à la droite politique. Comme nous avons une droite de commissariat de police, nous avons une gauche de bureau de censure. La vie sociale selon une large part de notre classe politique, c'est la trique ou les ciseaux.

Par ailleurs, nous sommes quand même un drôle de pays, où l'on classe les écrivains selon leur couleur supposée. Cela a probablement à voir avec ce rôle de prophète de l'écrivain né avec les Lumières et qu'ont prolongé au XIX^e la figure d'Hugo, au XX^e celle de Sartre. J'ai du mal à m'y faire, parce que mes opinions politiques, d'ailleurs changeantes, n'ont pas plus de valeur que celles de n'importe qui. Les journaux ouvrent toujours leurs colonnes à des auteurs qui s'autorisent de leurs fictions pour vanter les charmes des fictions politiques, de droite et de gauche. Mais ces fictions-là sont bien plus dangereuses. Il suffit pour s'en apercevoir de se souvenir qu'au XX^e siècle la grande majorité des écrivains français ont vanté les charmes des régimes les plus abjects ou s'en sont accommodés, à ces quelques rares exceptions que furent Mauriac, Camus ou Paulhan.

Sur le fond, s'il faut en parler, deux courants coexistent en moi. Le premier me fait aimer en raison les régimes civilisés, qui ne débouchent pas par nature sur l'émeute et la guerre civile, c'est-à-dire le régime représentatif, où la fiction du peuple n'est pas convoquée tous les matins pour justifier les délires ou la soif de gouverner enfin les autres qu'ont les théoriciens. Le second me fait, et c'est sûrement un défaut, aimer les échappées belles hors de cette raison politique, la Commune ou la chouannerie, parce qu'elles portent témoignage d'une nature humaine qui ne se réduit jamais aux contraintes de l'organisation sociale.

« Peut-être suis-je né avant la Révolution française », dites-vous, récusant la vieille division qui partage notre pays entre le camp de l'avenir et celui du passé... Qu'est-ce qui vous gêne dans cette opposition ? Qu'aimez-vous dans notre époque ?

Je suis resté un adepte de Pascal. Je préfère les régimes qui garantissent la paix civile, et l'incorporation régulière des bienfaits du passé. Mais je ne me fais aucune illusion sur les injustices de l'ordre. Je ne suis pas prêt à confondre les grandeurs naturelles et les grandeurs d'établissement, ce à quoi la démocratie de masse, médiatisée, nous incite, puisqu'il faut bien imaginer toutes les vertus aux gouvernants ou aux théories qui les animent pour leur remettre entièrement notre destin collectif. La division entre droite et gauche, c'est la tragédie d'un souverain, la nation, de fondation divisé contre lui-même, et qui ne peut voir de salut que dans les utopies du progrès et les utopies de la réaction. J'aime et je n'aime pas des pans entiers de ce passé auquel on ne peut rien changer, de cet avenir qu'on ne peut voir, de ce présent qui nous déroutent. Mais j'aime vivre de cette

inquiétude. On peut voir notre temps avec les yeux d'Apollinaire, je crois, qui a aimé à la fois le cubisme et le drapeau, le féminisme et l'infanterie.

« Je resterai un homme des années 1840. » Si vous deviez remonter le temps, ce serait pour vivre sous la monarchie de Juillet ?

C'est une boutade. Je suis sûr que la monarchie de Juillet m'aurait beaucoup agacé. Mettons que j'éprouve parfois la nostalgie d'un temps où l'on pouvait avoir à la fois de bonnes manières et des opinions extrêmes. Plus sérieusement, j'aime l'espèce d'innocence de ces époques où la civilisation européenne ne s'était pas encore détruite, malgré la grande convulsion de la Révolution française, détruite dans les deux guerres mondiales et la Shoah.

Vous consacrez des pages savoureuses au *Journal officiel* ... D'où vient selon vous ce culte de l'administration terriblement français ? Peut-on en sortir ou faut-il se résoudre à ce tropisme national ?

D'abord, je l'apprécie de manière esthétique. Les Français ont depuis la fin de l'Ancien Régime remis leur sort à l'État, non à l'idée du citoyen. Et comme nous sommes, disait Tocqueville, un peuple de politique littéraire, l'État semble avoir pris à tâche, comme un monstrueux écrivain collectif, un OuLiPo bureaucratique, de décrire avec ses mots le roman du réel. Quand je suis entré au Conseil d'État, il y a longtemps, un vieux sage nous avait dit : « *Souvenez-vous que le Journal officiel n'est pas fait pour ceux qui vont l'appliquer, mais pour ceux qui vont y croire.* » Tout est là.

Un pays si divisé sur ses principes n'a plus d'autre solution, pour assurer la paix civile, de substituer la religion du texte à la morale commune

François Sureau

À quoi croyons-nous collectivement ? Que l'administration n'est pas là pour améliorer la condition commune, mais son propre fonctionnement. Là est la vraie priorité, y compris dans les textes de « *simplification* » qui se succèdent et dégagent un formidable effet comique. Que « *l'inscription dans la loi, ou la Constitution* », ou d'ailleurs la mise à l'écart de la Constitution, ce qui est la même chose, dispensent d'une réflexion politique sur l'action pratique à conduire. Je pense parfois que les raisons en sont très profondes, et qu'un pays si divisé sur ses principes n'a plus d'autre solution, pour assurer la paix civile, de substituer la religion du texte à la morale commune. Je ne pense pas qu'il faille s'y résoudre. Mais, si l'on en juge par notre histoire, il nous faudra un désastre pour changer. Et nous n'avons encore rien vu.

Votre amour de l'Angleterre traverse aussi ce livre. Qu'est-ce que vous aimez chez les Anglais que vous ne retrouvez pas chez vos compatriotes ?

Au fond, peut-être, un influx moral qui ne doit rien aux illusions prophétiques de la politique. C'est vrai de Dickens, de Daniel Defoe, ou même, dans un registre différent, de Waugh ou de Kipling. Dans un très beau texte, *Les Porteurs de lanternes*, Stevenson évoque cette tension vers le bien qui fonde toute vraie littérature. On se souvient de la première méditation de Robinson, qui se demande quelles parts respectives ont pris à son désastre la providence divine et ses propres erreurs. Et rien de tout cela ne débouche sur des livres pieux. Puis, j'aime aussi l'humour, les coqs à l'âne, les rapprochements surprenants, une certaine méfiance surjouée à l'égard de l'intelligence.

« Nous avons espéré en lui » : vous évoquez la déception de Victor Hugo vis-à-vis de Louis Napoléon Bonaparte. Vous aussi, avez-vous été déçu par les hommes politiques ?

Il faut pour vous répondre que je dise un mot sur mon rapport à la politique. Il relève de cette « *tension vers le bien* » dont je parlais. Elle ne s'arrête pas, elle ne peut pas s'arrêter aux frontières de la littérature. Je n'aime pas la « *littérature engagée* », bien sûr. Mais je n'ai jamais pu me résoudre à considérer notre destinée commune comme un domaine étranger, et notamment parce qu'une large part de ce que j'ai écrit avait trait au désarroi de l'homme exposé aux caprices du hasard, qui prennent si souvent une forme politique. Mais pour s'avouer déçu par tel ou tel, il faudrait être bien arrogant, ou chimérique. En vérité je n'en ai jamais attendu grand-chose, sauf de nous éviter ce que je croyais être le pire, élection après élection. Quand on pense à la politique, il y a deux tempéraments. Celui de ceux qui se croient voués au bien commun, capables de décider et

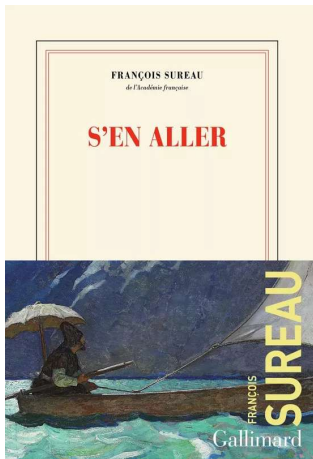
d'agir. Et ceux qui ne s'en jugent pas capables, ou ne s'y croient pas autorisés, et qui pourtant parfois se pensent fondés à tirer la manche des gouvernants, en leur disant : « *Vous êtes sûrs ? Y avez-vous bien réfléchi ?* » Je crains d'appartenir à cette dernière catégorie.

Babar, Maurice Leblanc, Hergé, *L'Île au trésor* traversent vos livres. Est-on déterminé par ses lectures d'enfant ?

Je l'ai sûrement été. Depuis avant Lupin, d'ailleurs, par Oui-Oui et par le Club des cinq. Et à présent que j'ai vieilli sans vieillir, je ne vous dirai pas, pour ne pas me compromettre, quelles œuvres considérables s'effacent pour moi devant *Les Trois Mousquetaires*, *Tous n'étaient pas des anges* de Kessel ou la dernière aventure de Sherlock Holmes, *Son dernier coup d'archet*.

Votre livre s'achève dans le silence de la chartreuse. « *C'est dans l'invisible que ce que nous cherchions en partant s'accomplit* », écrivez-vous. Vous dites aussi qu'il y a plus de vérité chez Proust et Barrès qui n'y croyaient pas que chez Huysmans le converti. Et vous, y croyez-vous ?

J'y crois tant que la grâce m'est donnée d'y croire. Mais ça ne m'empêche pas de préférer les recherches de ceux qui n'y croient pas, ou qui doutent, aux certitudes, soit drolatiques soit blasphématoires, de tous ces ventriloques religieux qui prétendent parler à la place de Dieu. Ce que j'aime dans les monastères, c'est qu'on n'y entend pas ces voix-là, puisque l'aventure consiste là-bas à se tenir immobile et attentif à ce silence si particulier, et plus prenant que nos bavardages, qui est le silence de Dieu.



« S'en aller », François Sureau, Gallimard, 288 p., 21 € Gallimard